

CTL Renault Lardy

l'étincelle*

Lisez l'Anticapitaliste! - https://lanticapitaliste.org/

pour la construction d'un parti des 🗽 travailleurs communiste révolutionnaire

Lundi 28 juin 2021

Les élections passent... Notre colère demeure !

Avec plus de 65 % lors de ce second tour, l'abstention a de nouveau été le résultat le plus commenté de ces élections régionales. Après avoir tancé les « mauvais citoyens » qui n'avaient pas fait l'effort de voter au premier tour, tous se sont montré cette fois pleins de compréhension vis-à-vis des abstentionnistes et ont cherché des explications à ce désintérêt des électeurs : des dysfonctionnements dans l'acheminement des plis électoraux sous-traités par la Poste à Adrexo, au choc psychologique après un an de pandémie, tout était bon pour justifier ce désaveu.

Quand Macron feint l'indifférence

Alors que cette campagne avait tout d'une répétition de la présidentielle, La République en Marche et le Rassemblement National ne cessent de répéter qu'il ne s'agissait que d'élections locales.

Macron, au lendemain du premier tour, avait mis en scène sa désinvolture en recevant la pop star Justin Bieber à l'Élysée. Cette fois, alors que le parti présidentiel n'a réalisé que 7 % des suffrages au niveau national, il est allé à Douai pour vanter l'implantation d'une usine de batteries électriques dans une région marquée par le chômage... et l'abstention massive.

Le Pen à la peine

Le Pen, qui avait engueulé ses électeurs de ne pas avoir fait le déplacement pour le premier tour, a cette fois, plus prudente, remercié ceux qui avaient fait l'effort de voter au second. Pourtant, malgré la déconfiture du Rassemblement national, il ne faudrait pas se tromper, les idées d'extrême-droite sont toujours là.

Lors des régionales, tous les partis institutionnels, ont joué sur la démagogie sécuritaire, la peur et le racisme. Jusqu'à Roussel, le responsable du Parti communiste, qui a fait de la surenchère sécuritaire en promettant de ne pas être « laxiste ».

Le fait que tous ces partis courent derrière l'extrêmedroite contribue à implanter des idées qui sont un poison pour la classe des salariés, en tentant de semer la division et la haine. Si l'on se fie à l'abstention record, ces thèmes n'ont toutefois pas fait recette aux régionales. Ils ne sont brandis que pour faire oublier les problèmes réels des classes populaires.

La première insécurité, l'insécurité sociale

Malgré tous ces marchands de peur, c'est sans doute l'insécurité sociale qui est la préoccupation principale de la population.

Après plus d'une année de pandémie, alors que les plans de suppressions de postes et les fermetures d'entreprises s'accumulent, que la pauvreté est galopante, l'inquiétude pour l'avenir est grande. En même temps, les dividendes versés aux actionnaires explosent. Il y a de quoi être écœurés.

Reprendre l'initiative... et lutter !

Mais l'abstention ne suffit pas comme mode de contestation.

Pour nous opposer aux injustices de ce système, le capitalisme, et nous défendre face aux attaques d'ores et déjà prévisibles, il faudra à nouveau descendre dans la rue.

Macron annonce qu'il n'y aura pas d'année blanche, dans l'attente de la présidentielle. En clair, il réfléchit à remettre le couvert avec la réforme des retraites, en repoussant l'âge légal de départ à 64 ans. Les annonces sur le déficit de la Sécurité Sociale, creusé par la pandémie – et par les profits des labos – laissent présager qu'on va encore nous demander de payer la note. Et, encore et toujours, il y a ces suppressions d'emplois annoncées dans de nombreux groupes, comme dans les fonderies automobiles, alors que l'activité économique repart et que les profits seront au rendez-vous.

Pris entre deux feux, la nécessité de montrer à son électorat et aux patrons qu'il reprend l'initiative, et la crainte de rallumer le bâton de dynamite, le gouvernement hésite. L'abstention a perturbé leur système électoral bien huilé. Mais elle sera vite oubliée.

C'est par la colère sociale, hors de la course électorale et de son agenda, que nous bouleverserons les règles du jeu.

Lisez et contactez l'Étincelle en ligne Facebook : NPA L'Étincelle – Renault Lardy

Manu et Xavier à l'usine

Lundi 28, Macron était en visite à l'usine de Douai pour officialiser la création de la nouvelle « gigafactory » de batteries et vanter « l'attractivité de la France » pour les investisseurs. Pour cette opération de comm' après la claque des régionales, il a choisit une date où l'usine était quasiment à l'arrêt, comme De Meo l'a fait il y a quelques jours à Cléon.

Macron a été rejoint par Xavier Bertrand, le président de la région qui veut lui piquer sa place en 2022, et aussi par le maire PS de Douai. Tous unis pour faire la promo de Renault, de son capitalisme « vert »... et de sa casse sociale!

Pas sûr que les salariés de Douai, Maubeuge et Ruitz apprécient ce petit cirque politicien, eux qui se sont vus imposer des sacrifices sur le temps de travail, les accords collectifs et les salaires lors de leur transfert au « Pôle Nord ». Les élections passent, mais pas la colère.

P2M: toujours pas d'accord

Après le passage en CSE, la direction a lancé des négociations sur un accord « d'accompagnement » des salariés de la maintenance des moyens d'essai externalisés à P2M. Elle refuse de compenser le préjudice subi par les salariés.

Pour que cet accord d'accompagnement ne soit pas au rabais et pour préserver leurs conditions de travail, il va falloir faire la maintenance de la mobilisation.

Le mercenaire intérimaire

La maintenance des moyens d'essai doit être réorganisée le 1^{er} juillet. Trois jours avant, les salariés ont enfin appris comment ils allaient concrètement travailler... et que la direction n'avait pas trouvé de chefs. Du coup, c'est le chef de service qui fera l'intérim. Celui-là est dans tous les bons coups : c'est lui qui avait fermé les bancs mono il y a 2 ans !

On attend de savoir où il va être envoyé par la suite pour se préparer aux prochaines attaques.

Re-No future

Après Ghosn et sa folie des grandeurs, place aux De-Meo-lisseurs! La direction lance un grand chantier de rationalisation de l'immobilier en Île-de-France. Dans le viseur: le Technocentre, Renault Sport ou le siège de Renault à Boulogne-Billancourt.

Sur fond de pandémie et de télétravail, les patrons veulent gonfler leurs profits en réalisant de juteuses opérations immobilières. Et ce sont encore les salariés qui vont en faire les frais.

Une réflexion déplacée

La direction de Renault a relancé des « groupes de réflexion paritaire » (GRP) avec les syndicats centraux pour plancher sur la situation de l'entreprise. Le plan d'économies de 2020 ne lui suffit pas : elle vise un nouvel accord de compétitivité.

Pour défendre son emploi et ses acquis, il va falloir être compétitif dans la lutte.

Souriez, vous êtes fliqués!

Renault a signé un contrat avec la société Insiteo, spécialisée dans l'optimisation des environnements de travail. Grâce à l'utilisation de capteurs connectés installés dans les luminaires, les bureaux ou les places de parking, Insiteo pourra surveiller en temps réel leur utilisation et permettre de réduire au maximum le nombre de bureaux partagés et les surfaces immobilières utilisées par Renault.

Au total, 6 sites fraciliens seront équipés, soit 2 300 salles de réunion et 24 000 postes de travail. Vive le monde d'après!

Au service de la marge

Sur l'Intranet, la direction célèbre la légion d'honneur de Clotilde Delbos. Dans leur monde, l'honneur c'est donc de fermer des usines, de supprimer des postes, de réduire des coûts pour accroître la marge opérationnelle.

Pas surprenant que l'État récompense Delbos pour ses bons et loyaux services au patronat français!

FDB: à quand la reprise... de la lutte?

Après 7 semaines de grève, les salariés de la Fonderie De Bretagne à Caudan ont voté la reprise du travail. La direction de Renault promet « d'accompagner FDB jusqu'à la reprise par un acquéreur », d'augmenter de 10 % ses commandes en 2021 et de payer une partie des jours de grève. Les salariés sont bien conscients des menaces à venir, mais n'ont pas la force de continuer le combat tout seuls.

La CGT a supplié Renault de garder FDB dans le groupe en proposant un « projet industriel », mais la direction ne comprend que le rapport de force. Pour faire reculer Renault, il aurait fallu que la grève s'étende. Ce n'est que partie remise.

MBF: liquidés mais pas résignés

La fonderie MBF de Saint-Claude a été placée en liquidation judiciaire. Deux jours après, une enquête pour « abus de biens sociaux » était ouverte en raison de « mouvements de fonds suspects de la société MBF vers d'autres entités économiques ». Le président de CMV, actionnaire de MBF et liquidateur de 5 autres entreprises (dont GM&S), accuse de son côté l'État et Renault d'être responsables de la fermeture.

Pendant que les capitalistes se chamaillent, les 270 salariés ne se résignent pas. Ils sont venus au Touquet pour « remercier » Macron « d'avoir tué MBF » et certains ont été placé en garde à vue ce dimanche.

Lundi 28 juin, ils étaient aussi devant le site Renault Sofrastock dans l'Eure, pour faire entendre leur colère.

Face aux patrons qui jouent au Monopoly avec nos emplois, il faut interdire les licenciements et les suppressions de postes.

Une collecte pour continuer à faire des étincelles

Merci à tous les collègues qui ont donné pour soutenir la parution de l'Étincelle. Pour continuer à allumer les patrons, votre soutien est essentiel!